



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'ISERE

REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE DE LA COMMUNE DE LA TERRASSE

N° 2020-130

102, Place de la Mairie
38660 LA TERRASSE
Téléphone : 04.76.08.20.14
Télécopie : 04.76.08.29.88
Courriel : bienvenue@mairie-laterrasse.fr
Site Internet : www.mairie-laterrasse.fr

OBJET : Arrêté temporaire du maire portant autorisation de voirie et réglementant la circulation durant la réalisation d'ouverture de chambres France Télécom situées sur chaussée sur l'ensemble de la commune de la Terrasse par les entreprises STRIPPOLI, RGE38 et CONECTICABO du 28/12/2020 au 28/01/2021.

Vu la demande en date du 09/12/2020 de la société STRIPPOLI domiciliée allée de la Garniéri ZAC du Vernay 38300 Nivolas Vermelle, pour réaliser les ouvertures de chambres France Télécom situées sur chaussée sur l'ensemble de la commune de La Terrasse avec sous-traitance des entreprises RGE38 domiciliée 124, route de la Ferrossière 38110 St Didier de la Tour et CONECTICABO située rua Fonte Dos Anjos, 4, Mire de Tibaes, Braga (Portugal) du 28/12/2020 au 28/01/2021.

Vu le code de la route,

Vu code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, conférant au Maire des pouvoirs généraux de police,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, conférant au Maire des pouvoirs généraux de police de circulation et de stationnement,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie - marques sur chaussées - approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Considérant qu'en raison du déroulement de ces travaux et afin d'assurer la sécurité des usagers il y a lieu de réglementer la circulation,



ARRÊTÉ

Article 1^{er}

Du 28 décembre 2020 au 28 janvier 2021, en journée et en nuitée, la circulation sera restreinte durant l'intervention des entreprises STRIPPOLI, RGE38 et CONECTICABO sur l'ensemble de la commune de La Terrasse pour l'ouverture des chambres France Télécom situées sur chaussée.

Article 2

La circulation sera restreinte sur section courante et sur bretelles avec alternance par feux tricolores manuels. L'accès des riverains, des véhicules de secours et le ramassage des ordures ménagères seront préservés (les mardis et jeudis matin).

Article 3

Les restrictions suivantes seront instituées au droit des chantiers :

- interdiction de stationner,
- interdiction de dépasser dans le sens de circulation,
- limitation de vitesse à 30 km/h.

Article 4

La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire.

La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité du pétitionnaire.

Le présent arrêté sera affiché sur le chantier durant toute la durée des travaux.

Article 5

La circulation des piétons devra être sécurisée ou, si besoin, déviée et matérialisée.

Article 6

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever les débris, nettoyer, remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention. En cas de travaux présentant un caractère de dangerosité pour la circulation ou les usagers du domaine public, les opérations de réhabilitation seront opérées sous le contrôle des services techniques.

Article 7

Madame le Maire, Monsieur le chef de brigade de la gendarmerie du Touvet, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie.

Article 8

Conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

La Terrasse, le 10 décembre 2020

**Le maire,
Annick GUICHARD**

Copie à :

- L'entreprise pétitionnaire
- Gendarmerie du Touvet

